

IAA
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 30/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UCLAB INDUSTRIE

ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU
29800 PENCRA

Code AIOT : 0005500976

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral n°2013-16 AI du 17 mai 2013 autorisant la société Uclab Industrie à exploiter une laiterie industrielle, située zone industrielle de Lanrinou à Pencran
- Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté préfectoral du 10 août 2022 plaçant le département du Finistère en crise sécheresse

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement UCLAB INDUSTRIE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU 29800 PENCRA. L'inspection a été annoncée le 01/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCLAB INDUSTRIE
- ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU 29800 PENCRA
- Code AIOT : 0005500976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Uclab Industrie (groupe Laïta) exploite une installation de traitement et de transformation du lait pour la fabrication de beurre, rétentats, lactosérum déminéralisé concentré et poudres de produits laitiers. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2013. La visite s'est déroulée sur une partie ciblée des installations : canal de rejet des eaux industrielles traitées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements d'eau : suivi des consommations et mesures de réduction
- eaux résiduaires industrielles : modalités de surveillance et de rejet dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3	/	Sans objet
6	Fréquences de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.c)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.a)	/	Sans objet
3	Disposition arrêté cadre sécheresse (ACS)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3	/	Sans objet
4	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 4	/	Sans objet
5	Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.b)	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités de gestion des eaux résiduaires industrielles permettent le respect des valeurs limites de rejet dans l'Elorn. L'exploitant doit compléter son programme d'autosurveillance des rejets aqueux afin d'y intégrer notamment les micropolluants spécifiques du secteur d'activité.

Par ailleurs, l'inspection constate le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022 plaçant le département du Finistère en situation de crise sécheresse. L'exploitant a pris en compte la nécessité de limiter au maximum la consommation en eau du site et ce, depuis plusieurs années, au travers d'un plan d'actions. Les actions de réduction mises en oeuvre permettent de considérer qu'une des mesures d'exemption d'une réduction chiffrée de la consommation d'eau prévue à l'annexe III (mesure 17) de l'arrêté préfectoral précité est satisfaite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les alimentations en eau de l'établissement sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur, dont le relevé est effectué tous les jours et porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.
Constats : L'établissement est alimenté en eau exclusivement par le réseau public d'adduction d'eau potable. Les relevés quotidiens sont réalisés automatiquement puis remontés dans l'outil de gestion technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant met à disposition un plan des réseaux en date de septembre 2022, présentant notamment les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales.
Demande de l'inspection : l'exploitant doit compléter le plan des réseaux en mentionnant le point de rejet des pluviales et des eaux usées industrielles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Disposition arrêté cadre sécheresse (ACS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures de réduction chiffrée s'appliquent si aucune des 3 hypothèses suivantes n'est satisfaite : <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté d'autorisation existant, ou de prescriptions spéciales comporte des prescriptions encadrant l'activité en période de sécheresse ; - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits jusqu'au minimum possible (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité) ; - mise en œuvre de son propre plan d'action de réduction des consommations basé sur un diagnostic de moins de 5 ans sur son process, ce plan d'action ayant fait l'objet d'une validation préalable par le service de police ICPE.
Constats : La société est autorisée à exploiter des activités qui relèvent du régime de autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées. Ainsi, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite "IED". Dans ce cadre, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n°2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM).
L'exploitant s'est positionné vis-à-vis de la MTD 7 relative à la consommation d'eau et a indiqué mettre en œuvre les techniques suivantes (liste non exhaustive) : <ul style="list-style-type: none"> - osmose inverse sur atelier déminéralisation avec recyclage des perméats - recyclage des condensats pour utilisation vers les chaudières - utilisation de dispositifs de régulation du débit d'eau au niveau de l'atelier ingrédients secs - nettoyage à sec en zone poudre (système "aspirateur") - utilisation d'un dispositif de type "obus" pour nettoyer les canalisations - fonctionnement des équipements en flux tendu avec nettoyage après fin de production
Lors de la visite, l'exploitant confirme la mise en œuvre effective de ces mesures de réduction de la consommation d'eau. L'inspection constate que l'exploitant a mis en place des mesures de réduction de la consommation en eau depuis plusieurs années ; à ce titre, le site se positionne sur l'hypothèse 3 prévue par l'arrêté préfectoral : "l'industriel met en œuvre son propre plan d'action de réduction des consommations".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Après traitement, les caractéristiques des eaux traitées devront répondre aux normes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- volume : 2900 m³/j- MES : 30 mg/l et 87 kg/j- DCO : 100 mg/l et 290 kg/j- DBO5 : 15 mg/l et 44 kg/j- NGL : 10 mg/l et 29 kg/j- Pt : 1,5 mg/l et 4,4 kg/j Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température < 30°C- pH compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Sur les 12 derniers mois analysés (juillet 2021 - juin 2022), l'inspection constate le respect des valeurs limites de rejet des eaux résiduaires industrielles, en concentration et en flux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs aisément accessibles et spécialement aménagés à cet effet devront permettre en des points judicieusement choisis des réseaux d'égouts et notamment aux points de rejet dans le milieu naturel de procéder à tout moment à des mesures de débit et à tout prélèvement.
Constats : L'inspection constate que la canalisation de rejet des effluents industriels traités vers le milieu naturel est équipée d'un débitmètre asservi au débit et d'un préleveur automatique réfrigéré. Ces dispositifs sont présents au sein de la station d'épuration industrielle du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Fréquences de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 4.3.4.2.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le programme d'autosurveillance des rejets est réalisé dans les conditions définies ci-après : - volume : continu, une fois par jour - DCO : une fois par jour - DBO5, MES, NGL, Pt : une fois par semaine</p> <p>Le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de 24h, proportionnellement au débit, et conservé(s) en enceinte réfrigérée.</p> <p>Les analyses seront effectuées dans le laboratoire de l'usine ou dans un laboratoire extérieur aux frais de l'exploitant.</p> <p>Constats : Sur les 12 derniers mois analysés (juillet 2021 - juin 2022), l'inspection constate le respect des fréquences de surveillance du rejet des eaux résiduaires industrielles pour les polluants réglementés ci-dessus. L'exploitant précise que les analyses sont effectuées : - 1 fois par jour par le laboratoire de l'usine pour les paramètres pH, DCO, MES et Pt - 1 fois par semaine par les laboratoires prestataires pour l'ensemble des paramètres</p> <p>Concernant la surveillance des micropolluants, l'exploitant met à disposition un bulletin d'analyses en date du 28/09/2021. L'inspection constate que la liste des paramètres analysés est incomplète. L'inspection rappelle que le programme d'autosurveillance doit être mis à jour en tenant compte a minima des substances spécifique du secteur d'activité (SEH, chlorures, cuivre, zinc, chloroforme, acide chloroacétique). Les concentrations et flux maximaux mesurés dans le cadre de l'action RSDE pourront utilement servir à établir ce plan si l'exploitant estime qu'ils sont toujours représentatifs de ses rejets actuels.</p> <p>Demande de l'inspection : l'exploitant doit mettre à jour le programme d'autosurveillance des rejets aqueux en fonction des résultats des analyses sur les micropolluants ; les propositions retenues devront être justifiées sur la base du tableau à renseigner adressé par courriel à l'exploitant le 22/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L.512-3, L.512-5, L.512-7 et L.512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Constats : L'exploitant transmet mensuellement les données d'autosurveillance des rejets aqueux via le site GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet